laTrompette

ANAS BABA/AFP/GETTY IMAGES

La chute de Jérusalem-Est est-elle imminente ?

Le Hamas se bat pour chasser Israël. L'Amérique aussi.

- Brad Macdonald et Brent Nagtegaal
- 03/11/2021

Pendant 11 jours en mai, les terroristes soutenus par l'Iran dans la bande de Gaza ont lâché plus de 4,000 roquettes sur les civils israéliens. Le ciel d'Israël s'est illuminé des traînées de condensation des missiles et des missiles antimissiles.

Le fait qu'elle ait été précipitée en partie par un simple conflit foncier à Jérusalem-Est a été perdu dans la grandiloquence. Des locataires arabes vivant dans des propriétés appartenant à des Juifs dans le quartier de Sheikh Jarrah n'ont pas payé leur loyer, et leurs propriétaires ont menacé de les expulser.

Les ennemis d'Israël y ont vu la preuve vivante qu'Israël tentait de procéder à une « purification ethnique » des Arabes de Jérusalem-Est. Ce récit a obtenu un soutien étonnant. Des centaines de milliers de personnes, de New York à Londres, de Toronto à Johannesburg, se sont rassemblées, brandissant des drapeaux palestiniens et des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Sauvez Sheikh Jarrah ». Des célébrités telles que Mark Ruffalo, la vedette du film *The Avengers*, et Lena Headey, l'actrice de *Game of Thrones*, ainsi que des organisations internationales comme l'Union européenne et les Nations unies, se sont toutes engagées à être solidaires des Palestiniens dans ce quartier unique.

Reconnaissant une opportunité, le Hamas est passé à l'action. Le 10 mai à 17 heures, le groupe terroriste a exigé qu'Israël retire ses soldats du Mont du Temple et de Sheikh Jarrah dans cette même heure. Si Israël refusait, le Hamas attaquerait. Peu après 18 heures, les sirènes des raids aériens ont retenti et le bruit sourd des missiles largués a été entendu à Jérusalem pour la première fois en sept ans.

Bien entendu, le Hamas ne s'attendait pas à ce qu'Israël accède à sa demande. Les forces de police israéliennes étaient sur le Mont du Temple parce que les Palestiniens lançaient des pierres et des cocktails Molotov sur les Juifs qui se trouvaient en dessous ; elles étaient à Sheikh Jarrah pour protéger les résidents arabes et juifs des émeutiers. Israël ne pouvait pas partir sans laisser les Juifs et les Arabes en danger. Le Hamas voulait la guerre. Et à cette occasion, Sheikh Jarrah était le moyen de l'obtenir.

Le Hamas a exploité un banal différend juridique sur les droits fonciers pour justifier la guerre. Les islamistes agissent de la sorte depuis des années—par exemple, en accusant Israël d'avoir attaqué la mosquée al-Aqsa, puis en incitant à la violence et à la guerre. Cette affaire est remarquable en raison de la véhémence avec laquelle une grande partie de la communauté internationale—et même l'allié le plus puissant d'Israël, l'Amérique—était d'accord avec le Hamas.

Aussi improbable qu'il puisse paraître, ces événements laissent présager la perte éventuelle du contrôle juif sur Jérusalem-Est.

Défendre l'anarchie

D'un point de vue juridique, le cas des familles palestiniennes de Sheikh Jarrah est simple. Les litiges juridiques concernant d'autres propriétés de Jérusalem-Est sont beaucoup plus compliqués. À Sheikh Jarrah, la loi et l'éthique sont carrément du côté d'Israël.

Le terrain a été acheté légalement par des organisations juives à l'époque ottomane, des décennies avant que la Jordanie et même Israël ne soient des États souverains, et bien avant que Jérusalem ne soit divisée. En 1948, les Juifs de Sheikh Jarrah ont abandonné leurs propriétés au début de la guerre d'indépendance. Sous le régime jordanien, Jérusalem-Est a fait l'objet d'un nettoyage ethnique de tous les Juifs restants, laissant les terres et les propriétés appartenant aux Juifs aux familles arabes. La Jordanie n'a jamais établi de titres de propriété pour les Arabes de Sheikh Jarrah. Il n'y a pas eu de transfert légal de la propriété aux Arabes.

En 1967, après avoir pris le contrôle de Jérusalem-Est lors de la guerre des Six Jours, Israël a rendu la propriété des terres à leurs propriétaires juifs d'origine. Dans certains cas, cependant, où la Jordanie avait fourni de nouveaux titres de propriété aux résidents arabes, Israël n'a pas expulsé les locataires mais les a acceptés comme propriétaires légaux des propriétés.

Ce n'est pas ce qui s'est passé avec ces propriétés à Sheikh Jarrah. Au contraire, les terres ont été rendues à leurs propriétaires juifs d'origine. Au lieu de renvoyer les locataires arabes, les tribunaux israéliens ont décidé qu'ils pouvaient rester dans les maisons tant qu'ils payaient un loyer. Les Arabes ont accepté cet accord—mais n'ont jamais payé le loyer.

Nous ne parlons pas de manquer un ou deux paiements. À Sheikh Jarrah, les locataires arabes n'ont pas payé leur loyer depuis des *décennies*.

Les propriétaires de ces maisons ont entamé une procédure judiciaire pour expulser leurs locataires non payeurs *en 1993*—il y a près de *30 ans*. L'affaire a progressé très lentement devant les tribunaux, c'est le moins que l'on puisse dire.

En mai, l'affaire devait enfin être tranchée par la Cour suprême d'Israël. C'est à ce moment-là que la communauté internationale, et le Hamas, sont entrés en scène—et que les roquettes ont commencé à tomber. La Cour a réagi à toutes ces tensions en reportant sa décision.

La loi est indiscutable : Les locataires peuvent légalement être expulsés. Cependant, le « tribunal » qu'est la communauté internationale, dirigée par la nouvelle administration présidentielle américaine, a rendu son jugement : les Palestiniens doivent rester !

L'Amérique s'implique

Le 7 mai, le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, a publié une déclaration sur les violences à Jérusalem. « Les États-Unis sont extrêmement préoccupés par les affrontements en cours à Jérusalem, notamment sur le Haram al-Sharif/Mont du Temple et à Sheikh Jarrah, qui auraient fait des dizaines de blessés », a-t-il déclaré.

« Nous sommes également profondément préoccupés par l'expulsion potentielle de familles palestiniennes dans les quartiers de Sheikh Jarrah et de Silwan à Jérusalem, dont beaucoup vivent dans leurs maisons depuis des générations », poursuit la déclaration de Price. « Comme nous l'avons toujours dit, il est essentiel d'éviter les mesures qui exacerbent les tensions, ou nous éloignent de la paix. Cela inclut les expulsions à Jérusalem-Est, les activités d'implantation, les démolitions de maisons et les actes de terrorisme. »

Le Hamas était déjà en train de préparer un affrontement autour de Sheikh Jarrah. Trois jours plus tôt, un haut dirigeant du Hamas, Mohammed Deif, avait déclaré que son groupe « ne resterait pas inactif face aux attaques contre le quartier de Sheikh Jarrah ». Le fait que le groupe terroriste reçoive ensuite un tel soutien de l'administration Biden était sans aucun doute rassurant. La déclaration américaine du 7 mai était-elle le feu vert dont le Hamas avait besoin pour commencer à lancer des missiles sur Israël ?

Peu importe la procédure légale qui se déroule devant les tribunaux israéliens. En ce qui concerne Jérusalem-Est, l'administration Biden estime que les Palestiniens ont le droit de rester—et que les Juifs devraient renoncer à leur propriété et supprimer leur présence.

Les professeurs de droit international Avi Bell et Eugene Kantorovich ont abordé la question de l'approbation de l'anarchie par l'administration Biden dans le *Wall Street Journal* du 14 mai. « Les lois concernées sont les mêmes que celles que tout propriétaire invoquerait », ont-ils écrit. « Il n'y a qu'une seule objection à cette affaire : les propriétaires sont des Juifs. Les progressistes occidentaux ont élevé le désir de certains Arabes de ne pas avoir de voisins juifs au rang de droit humain et de droit légal que même l'État juif doit protéger. »

En d'autres termes, les progressistes occidentaux, y compris l'administration Biden, estiment désormais que les Juifs n'ont aucun droit d'exercer une juridiction légale à Jérusalem-Est. Les Arabes vivant à Jérusalem-Est sont souverains, même si, en vertu de la loi, leur maison ou leur terre appartient à des Juifs.

Les ramifications de ce précédent sont alarmantes !

Il est intéressant de noter que la déclaration de Ned Price faisait référence à Silwan. Ce quartier, situé au sud de la vieille ville, est l'emplacement de la Cité de David, vieille de 3,000 ans. Silwan abrite une partie de la plus grande histoire d'Israël, dont le palais du roi David lui-même. Pourtant, selon le département d'État américain, Israël n'a aucun droit sur Silwan.

En ce moment, la Cour suprême d'Israël examine une affaire concernant l'expulsion d'une famille arabe habitant une maison dans la ville de David. Tout comme à Sheikh Jarrah, la loi est du côté des Juifs. Mais il semble que les États-Unis et sans doute une grande partie de la communauté internationale ont pris leur décision : Israël ne peut pas faire respecter sa souveraineté, même lorsque ce territoire contient des preuves de la présence des Juifs depuis 3,000 ans.

L'alignement de l'Amérique avec le Hamas sur cette question n'est ni une coïncidence ni un accident. C'est le résultat d'une politique anti-israélienne calculée et élaborée au plus haut niveau du gouvernement.

Les fruits d'Obama

La déclaration de Price sur Sheikh Jarrah était plus qu'un signal de désapprobation de l'Amérique à l'égard des actions d'Israël dans ce quartier. Bien qu'elle soit passée presque inaperçue pour la plupart des commentateurs, elle marque un changement massif de politique sur Jérusalem. Toutefois, cette nouvelle position d'une grande portée n'est pas surprenante, étant donné que l'administration Biden est en fait la continuation de celle de Barack Obama.

Un mois avant que le président Obama ne quitte la Maison Blanche, les États-Unis ont infâmement rompu leur précédent historique de soutien à Israël aux Nations unies, une institution dont le parti pris systémique contre l'État juif est flagrant. Le 23 décembre 2016, des applaudissements ont éclaté dans la salle de l'ONU lorsque l'ambassadrice américaine Samantha Powers a levé la main pour permettre l'adoption de la résolution 2334. Cette résolution considérait comme illégale toute implantation israélienne sur les terres occupées par la Jordanie avant 1967. Selon la résolution 2334, même les Israéliens vivant dans le quartier *juif* de la vieille ville de Jérusalem sont des squatteurs criminels.

Lorsque cette résolution a été adoptée, la *Trompette* l'a décrite comme la « flèche du Parthe » de Barack Obama envers Israël.

Avec les événements de Sheikh Jarrah, le dernier acte de M. Obama est devenu la salve d'ouverture de la guerre de l'administration Biden contre Israël. Il est maintenant clair que l'antipathie d'Obama envers l'État juif se perpétue dans l'administration Biden.

En mai 2020, les transcriptions des appels téléphoniques entre le conseiller à la sécurité nationale entrant de Trump, le général Michael Flynn, et l'ambassadeur russe Sergey Kislyak ont été déclassifiées par le gouvernement américain pour défendre Flynn. Les transcriptions des appels téléphoniques ont été utilisées par le Bureau fédéral des enquêtes [FBI—*Federal Bureau of Investigation*] dans son enquête sur la campagne Trump pour collusion avec la Russie, une allégation qui s'est avérée être un canular complet. Cependant, les transcriptions révèlent que les discussions ont largement tourné autour d'une tentative de l'administration Obama de nuire à Israël à l'ONU.

Dans les jours précédant le vote du 23 décembre 2016, Israël avait pris contact avec l'équipe de transition de Trump et lui avait demandé de mettre fin à la résolution. (L'administration Obama sortante a refusé de dire si elle utiliserait son droit de veto). Le général Flynn et d'autres membres de l'équipe de transition de Trump ont passé des appels aux autres membres du Conseil de sécurité pour savoir comment ils allaient voter.

Le 22 décembre, Flynn a appelé Kislyak et s'est enquis de la position de la Russie. Kislyak a répondu à Flynn que la Russie avait l'intention de soutenir la résolution : « Nous allons donc essayer de contribuer à donner plus de temps à la conversation sur cette question. Mais si elle est mise au vote, pour des raisons historiques, comme je vous l'ai dit, nous ne pouvons pas voter autrement que pour la soutenir. »

Le même jour, le président élu Donald Trump a appelé le président égyptien Abdel Fatah al-Sisi pour lui demander de retirer la résolution. L'Égypte, qui occupait alors le siège arabe tournant au Conseil de sécurité, a effectivement retiré la résolution. Cependant, le lendemain, la Nouvelle-Zélande et trois autres pays ont présenté une résolution similaire qui a été adoptée : la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Lorsque la résolution a été adoptée, le président élu Trump a écrit sur *Twitter* : « Reste fort, Israël. » Il réconfortait Israël, lui disant que les choses changeraient lorsqu'il prendrait ses fonctions le 20 janvier 2017.

Mais Barack Obama n'avait pas fini. Il lui restait encore quatre semaines de présidence, et il en a profité pour intensifier son attaque contre l'État juif.

Nous savons maintenant que l'administration Obama prévoyait une autre action, encore plus musclée, contre Israël à l'ONU. L'administration avait même commencé à se concerter avec d'autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU pour voir si elle avait le soutien nécessaire.

Bien que les détails de cette résolution ne soient pas connus, une source a déclaré au *Jerusalem Post* en juin 2020 qu'elle aurait imposé les paramètres d'un accord de paix à Israël et aux Palestiniens, notamment en fixant un calendrier pour la création d'un État palestinien sur la base des lignes de 1967, et peut-être en déclarant un statut final pour Jérusalem. Il s'agissait d'un prolongement naturel de la résolution 2334, qui venait de qualifier « d'illégale » l'occupation de ces terres par Israël.

Immédiatement, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, Danny Danon, a informé le Premier ministre Benjamin Netanyahu du projet de l'administration Obama. Selon le *Jerusalem Post*, le Premier ministre a appelé le président russe Vladimir Poutine ainsi que le président élu Trump pour faire pression contre la mesure à venir.

Le 29 décembre 2016, l'ambassadeur russe a appelé Flynn pour l'informer que la Russie ne soutiendrait pas la nouvelle résolution pour laquelle Obama faisait « pression ». « Nous voulions vous transmettre, et par votre intermédiaire au président élu, que nous avions d'importantes réserves sur l'idée d'adopter maintenant les principes pour le Moyen-Orient que nos collègues américains poussent. Nous ne le soutiendrons donc pas non plus—ni au quartet, ni au Conseil de sécurité. Et nous l'avons fait savoir à nos collègues américains. Donc, dans un esprit de transparence totale, on m'a demandé de vous informer également. Donc, ce n'est pas quelque chose que nous—la Russie—allons soutenir. »

La Russie a également informé l'administration Obama qu'elle ne soutiendrait pas sa nouvelle résolution, faisant ainsi échouer cette dernière. Le ministère russe des affaires étrangères et l'ambassadeur américain d'Obama en Israël, Dan Shapiro, ont tous deux démenti les informations faisant état de cette mesure secondaire. Toutefois, les détails de l'appel téléphonique de Flynn avec Kislyak après l'adoption de la résolution 2334 montrent qu'une mesure plus énergique était en préparation et que cette nouvelle mesure était si sinistre que même la Russie ne l'accepterait pas.

La Russie a défendu l'État d'Israël contre l'administration hostile d'Obama aux Nations unies !

Faut-il s'étonner alors que, si tôt dans l'administration Biden, les États-Unis exercent de sérieuses pressions sur Israël au sujet de son contrôle de Jérusalem-Est ? La tentative ratée d'Obama de nuire à Israël sera-t-elle bientôt ressuscitée par Joe Biden ? Dans l'esprit, c'est déjà le cas.

L'administration Biden n'a pas explicitement approuvé un soulèvement armé pour prendre Jérusalem-Est par la force. Néanmoins, ses déclarations condamnant les expulsions légales d'Israël fournissent aux Arabes une justification pour poursuivre leur lutte violente contre « l'occupant ».

L'Amérique a une histoire en dents de scie lorsqu'il s'agit de cibler la « construction de colonies » par Israël en Cisjordanie. Maintenant, il semble que l'Amérique vise la présence d'Israël à Jérusalem-Est, le cœur de l'histoire et de l'identité juives.

Jérusalem-Est et Zacharie

L'euphorie d'Israël concernant ses solides relations avec l'Amérique pendant la présidence de Donald Trump a disparu avec la reconnaissance du fait que Joe Biden représente essentiellement le troisième mandat de Barack Obama.

Tant que M. Biden sera président, nous pouvons nous attendre à ce que l'Amérique continue à faire pression sur Israël pour qu'il réduise son pouvoir souverain sur Jérusalem-Est. Les États-Unis dissimuleront probablement leur approbation du contrôle palestinien par des résolutions de l'ONU et le droit international. Il y aura davantage de déclarations apparemment inoffensives demandant aux deux parties de « réduire les tensions ».

Dans un article de fond qu'il a écrit en avril, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a averti ses lecteurs que la position de l'administration Biden entraînerait une augmentation de la violence à Jérusalem. « Je suis certain que nous verrons plus d'attaques terroristes palestiniennes maintenant à cause de qui est responsable », a-t-il écrit (*Que se passera-t-il une fois que Trump retrouvera le pouvoir ?*).

Depuis cette déclaration, la violence à Jérusalem a augmenté de façon spectaculaire. Le fait que cette violence se produise quelques mois seulement après le début de la présidence de M. Biden n'est pas une coïncidence.

Le fait que cette violence se produise quelques mois seulement après le début de la présidence de M. Biden n'est pas une coïncidence.

Pendant ce temps, une prophétie cruciale de la fin des temps, tirée de Zacharie, devient plus clair.

Depuis plus de deux décennies, M. Flurry exhorte ses lecteurs à surveiller le clivage entre les populations arabe et juive de Jérusalem. Il a notamment prédit que le Hamas dépasserait de loin le pouvoir du Fatah et conduirait les Palestiniens à chercher à prendre le contrôle de Jérusalem-Est. Cette prévision est basée sur une prophétie de Zacharie 14.

Le prophète Zacharie a participé à la reconstruction de Jérusalem après le retour des Juifs de la captivité babylonienne au sixième siècle avant J.-C. Il a pourtant averti que la ville serait à nouveau détruite. Ce message était impopulaire ; certains pensent qu'il a été tué par son propre peuple. Cependant, Zacharie n'écrivait pas sur une prise de pouvoir qui devait se produire à son époque, pas plus qu'il n'écrivait sur la chute de Jérusalem en l'an 70. Il écrivait sur l'époque dans laquelle nous vivons actuellement.

Zacharie 14 contient un message étonnant, qui donne à réfléchir mais qui est aussi plein d'espoir et d'émerveillement. Ce chapitre donne une explication remarquablement détaillée de la transition entre les derniers jours du règne de l'homme sur la Terre et le moment où Jésus-Christ reviendra et établira son gouvernement familial sur la Terre !

Pourtant, même si le chapitre se termine en paix, il commence en guerre.

« Voici, le jour de l'Éternel arrive, et tes dépouilles seront partagées au milieu de toi. Je rassemblerai toutes les nations pour qu'elles attaquent Jérusalem; la ville sera prise, les maisons seront pillées,

et les femmes violées ; la moitié de la ville ira en captivité, mais le reste du peuple ne sera pas exterminé de la ville » (Zacharie 14 : 1-2). Ces deux versets donnent un aperçu des événements catastrophiques qui conduisent à la Seconde Venue de Jésus-Christ.

Cette crise qui tourne autour de Jérusalem comporte trois phases. Comme l'explique M. Flurry dans son livre *The Eternal Has Chosen Jerusalem* (*L'Éternel a choisi Jérusalem*—disponible en anglais seulement), Zacharie commence à la venue du Messie, la troisième phase, et remonte le temps chronologiquement. La deuxième phase—la prise de toute la ville—est appelée ailleurs « la grande tribulation », une période où *tout* l'Israël biblique, et pas seulement la nation de Juda appelée *Israël* aujourd'hui, sera attaqué.

Mais remarquez comment commence toute cette procession d'événements menant à la venue du Messie.

Lors de la première phase, « la moitié de la ville ira en captivité ». Cela suggère une prise de contrôle violente de la MOITIÉ DE JÉRUSALEM.

Sur la base de cette prophétie, M. Flurry a prévu que Jérusalem-Est tombera sous le contrôle des Arabes, ce qui constitue un signe précurseur direct du retour de Jésus-Christ.

« Aujourd'hui, les Arabes vivent dans environ la moitié de Jérusalem. Ils ne la contrôlent pas—pas encore ! », a-t-il écrit en 2005. « Compte tenu de la violence qui se poursuit à Jérusalem aujourd'hui—et de l'incapacité absolue des parties concernées à régler la situation par des moyens pacifiques—nous voyons facilement comment la moitié de Jérusalem sera en captivité dans un très proche avenir. La violence actuelle est l'embryon d'une violence qui deviendra beaucoup plus grande. » (*Jérusalem selon la prophétie*).

Avec le Hamas dominant la rue palestinienne, et l'Amérique et la communauté internationale rejetant la souveraineté d'Israël sur Jérusalem-Est, verrons-nous la moitié de Jérusalem tomber bientôt ?

Il serait facile de rejeter cette idée, compte tenu de la supériorité militaire d'Israël. Mais que se passera-t-il si les États-Unis continuent à soutenir et à justifier la violence arabe visant à s'emparer de ce territoire ? Combien de temps Israël pourra-t-il soutenir sa défense ? En particulier compte tenu de ses propres luttes politiques internes douloureuses ?

Nous devons surveiller Jérusalem pour l'accomplissement de cette prophétie. Ce déchaînement de violence contre le contrôle juif de Jérusalem-Est n'est pas seulement la dernière itération de la violence arabo-juive. Même le Hamas affirme que, pour la première fois, les Arabes israéliens s'unissent sous sa bannière pour conquérir Jérusalem-Est.

Mais lorsque vous observez la situation à Jérusalem et en Israël, rappelez-vous le contexte complet de la prophétie de Zacharie. Ces événements précèdent l'arrivée d'un nouveau gouvernement, et d'une nouvelle époque merveilleuse et sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Ce sera une époque où Jésus-Christ régnera sur toute l'humanité, créant un nouvel âge de paix entre tous les hommes, de prospérité et de joie et de contentement éternels. « L'Éternel sera roi de toute la terre ; en ce jour-là, l'Éternel sera le seul Éternel, et son nom sera le seul nom » (verset 9).

Imaginez : Les Juifs et les Arabes ne se battront plus pour Jérusalem. Sous le contrôle de Jésus-Christ, cette ville sera enfin digne de son nom et sera une ville de paix, dirigée par le Prince de la paix !